

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome III : ETAM

(4^e édition. – Juin 2003)

ACCORD « SALAIRES » DU 20 JANVIER 2005

(RHÔNE-ALPES)

NOR : *ASET0550487M*

IDCC : 403

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Rhône-Alpes ;

La fédération Rhône-Alpes-Auvergne SCOP-BTP,

D'une part, et

La section fédérale régionale du syndicat BTP-FO Rhône-Alpes ;

Le syndicat Rhône-Alpes des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés du bâtiment et des travaux publics CFE-CGC BTP ;

L'union régionale BATIMAT-TP CFTC Rhône-Alpes (1),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La commission paritaire régionale s'est réunie le 29 novembre et le 15 décembre 2004 pour négocier les barèmes annuels de salaires minimaux des ETAM et des ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Rhône-Alpes.

(1) « Par la signature du présent accord sur la revalorisation des rémunérations, BATIMAT-TP CFTC tient à marquer son engagement en faveur d'une politique salariale dynamique, mais rappelle que cette signature ne l'engage pas à propos de la nouvelle convention collective ETAM qu'elle conteste par ailleurs. »

En ce qui concerne les ETAM, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème annuel des salaires minimaux des ETAM

La rémunération annuelle minimale des employés, techniciens et agents de maîtrise des entreprises de travaux publics des 8 départements de la région Rhône-Alpes est fixée, pour l'année 2005, aux montants ci-après pour un horaire de travail égal à 35 heures en moyenne sur l'année conformément au texte de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ETAM du 21 juillet 1965.

ETAM TP RHÔNE-ALPES	
NIVEAU	BARÈME MINIMUM ANNUEL année 2005 base 35 heures
A	15,625
B	16,900
C	18,400
D	20,075
E	22,700
F	25,000
G	27,470
H	28,300

Aucune rémunération réelle mensuelle ne peut-être inférieure au SMIC déterminé conformément aux dispositions du code du travail.

Article 2

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 3

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi du Rhône, 8-10, rue du Nord, 69625 Villeurbanne Cedex, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Fait à Villeurbanne, le 20 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)